

## PREMIÈRE SORTIE DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE À PARTIR DE CONSTANTINE

## La feuille de route de Abdeslam Chelghoum

**Abdeslam Chelghoum reprend les rênes du département de l'agriculture, du développement rural et de la pêche exactement là où son prédécesseur l'avait quitté suite au dernier remaniement ministériel intervenu au lendemain de la visite de Sid Ahmed Ferroukhi à Constantine et qui fut sa dernière halte en tant que membre de l'exécutif.**

Dernière mission durant laquelle ce dernier avait affiché un certain optimisme détendu, quant aux résultats et perspectives du secteur de l'agriculture. Approche que son successeur ne partage forcément pas au regard de sa priorité première qui sera vraisemblablement son cheval de bataille dans les semaines à venir, à savoir la résorption des terres en jachère qui constitueraient 50% du domaine productif. Insatisfait, Abdeslam Chelghoum est convaincu que «considérant le potentiel existant autant que les moyens et le professionnalisme des producteurs, le seuil des 50% de nos capacités de production réelles n'est toujours pas atteint. Si nous avons pu maintenir un

certain niveau de production en dépit de la sécheresse enregistrée cette année, notamment dans les wilayas de l'ouest du pays, c'est grâce aux efforts remarquables consentis par des agriculteurs de certaines régions du pays mais est-ce pour autant satisfaisant comme résultats».

Le nouveau ministre de l'Agriculture n'en est pas convaincu. «Ce que nous constatons à travers tout le pays comme abondance de terres en friche est inacceptable, c'est visible à l'œil nu et on ne peut pas le cacher. Notre responsabilité est engagée en tant que tutelle et nous allons frapper fort», laissera-t-il entendre. En sus des EAC et EAI visées par le ministre, les terres privées ne sont

pas en reste car, dira-t-il, «une terre agricole ne peut être détournée de sa vocation et la loi qui permet à l'Etat d'obliger ces propriétaires à exploiter ces terres ou se retirer existe. Je considère qu'il s'agit là d'un mal majeur qu'il faudra traiter car on ne peut parler de requalification de terres agricoles au Sud ou bien dans les Hauts-Plateaux et abandonner des terres en friche à haut potentiel productif. J'insiste sur le fait que les choses ne sont pas en ordre à 100%, il y a de la marge et on peut faire mieux et je suis désolé de dire qu'on ne peut pas brandir comme un trophée en 2016 un rendement dérisoire comparativement à ce qui se fait ailleurs. Depuis l'an 2000, il y a eu énormément d'argent injecté dans le secteur, tout l'accompagnement technique et financier, beaucoup se sont enrichis mais nous attendons toujours un retour d'ascenseur». Et de prévenir qu'à partir de cette année nul n'a le droit de

toucher à la sécurité alimentaire du pays, «l'aide et l'accompagnement de l'Etat sont toujours en vigueur et bénéficieront à ceux qui travaillent mais nous allons frapper fort car il y a des chiffres qui font peur. J'étais DG de l'OAIC et nous ne dépassions pas les 400 millions de dollars d'importation de céréales et aujourd'hui on parle de 3 milliards de dollars, c'est aussi inimaginable qu'inconcevable». Partant, «les DSA seront comptables par rapport à la résorption de la jachère et je n'accepterai aucun programme de mise en valeur tant que le problème de la jachère n'est pas résorbé», prévient le ministre.

Abdeslam Chelghoum soutient aussi que les différents instituts et experts engagés dans la céréaliculture doivent réagir techniquement et apporter des réponses et des solutions aux inquiétudes des agriculteurs considérant les conditions exceptionnelles qui ont marqué cette année agricole car «le

changement climatique n'est pas propre à l'Algérie». Néanmoins, il considère que la production nationale est satisfaisante eu égard à ces conditions.

Chelghoum nuance, cependant, quelque peu sa nouvelle feuille de route pour le secteur et affirme : «Il y a une stratégie qui n'est pas figée en fonction de certains paramètres et facteurs. Nous sommes interpellés pour apporter les correctifs et adaptations qu'il faut. Aujourd'hui, le secteur de l'agriculture affiche une croissance de 5%, une production assez importante et une contribution au PIB. Nous sommes dans une étape où il faut d'abord consolider ce qui a été fait et voir dans quelles mesures on peut apporter des correctifs à une certaine démarche et renforcer des filières qui ont pris de l'essor ces dernières années et qui seront les filières pilotes pour les opérations des exportations.»

K. G.

## MOHAMED LAÏD BENAMOR, PRÉSIDENT DE LA CACI :

## «Le climat des affaires en Algérie demeure décevant»

**En dépit d'une panoplie de réformes d'ordre macroéconomique, le climat des affaires en Algérie demeure décevant, a affirmé, hier, Mohamed Laïd Benamor, président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), lors de son passage au forum d'El Moudjahid.**

Younès Djama - Alger (Le Soir) - En témoigne, selon lui, le classement de cette année de Doing Business de la Banque mondiale. Quelles sont les contraintes et les entraves qui se profilent derrière ? «Il y a d'abord la situation économique qui s'est fortement dégradée depuis le début de l'année, une croissance qui ne dépasse pas les 3%, les déficits qui se creusent, et enfin l'inflation qui frôle les 5%», a-t-il expliqué, en rappelant que l'Algérie est désormais 163<sup>e</sup> sur 189 pays au classement Doing Business 2016. Elle recule ainsi de 9 places par rapport à l'année 2015 durant laquelle elle a occupé la 154<sup>e</sup> position.

«Parmi les dix critères de sélection éta-



Mohamed Laïd Benamor, président de la CACI.

blis par la Banque mondiale, le seul domaine amélioré a été celui de l'obtention des permis de construire, dans lequel l'Algérie gagne deux places, passant de la 124<sup>e</sup> à la 122<sup>e</sup> place», fait-il remarquer. Avant de préciser que dans tous les autres domaines déterminants de classement Doing

Business, l'Algérie a stagné, voire reculé. Le président de la Caci a appelé à la nécessité de revoir le climat des affaires.

Selon lui, les actions urgentes à entreprendre, c'est de s'inspirer des meilleures options des pays émergents. En remettant l'appareil de production, l'outil industriel, les compétences locales, etc., à un niveau acceptable et même compétitif selon les standards internationaux. «Nous avons, depuis plus de 25 ans, renoncé à cet effort devant les facilités accordées par la rente des hydrocarbures. Ce n'est plus tenable aujourd'hui. Nous devons faire preuve de lucidité et libérer les initiatives privées en ce sens pour qu'il y ait un véritable relais en termes de diversification économique», a soutenu Laïd Benamor.

Il appelle, en outre, à alléger les contraintes des milieux économiques par une administration plus efficace (e-administration généralisée) et un système financier moderne, et à libérer le foncier disponible pour que l'Algérie «optimise ses chances de voir naître une économie compétitive».

Y. D.

## CÉRÉALES

## Baisse de la facture d'importation contre une hausse des quantités

**La facture d'importation de céréales (orge, blé et maïs) a consacré une chute de 17% durant les cinq premiers mois de 2016 et, paradoxalement, une augmentation de plus de 9% des quantités.**

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Selon les statistiques des douanes, cette facture a été de l'ordre de 1,37 milliard de dollars ces cinq derniers mois contre 1,65 milliard à la même période de 2015. Parallèlement, les quantités importées se sont élevées à 6,53 millions de tonnes contre 6 millions de tonnes pour la même durée de

référence, selon le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis).

Faisant le bilan par type de céréales, la facture du blé a reculé de 18,5% avec une augmentation quantitative de 13,2% (+ 15,75% pour le blé tendre et +5,72% pour le blé dur), soit 3,66 millions de tonnes au total (-12,2% pour la

première catégorie et -28,83% pour la seconde).

Pour ce qui est du maïs, la baisse concerne et les dépenses et les quantités. En effet, la facture a décliné de 18,54% pour atteindre 324,59 millions de dollars, et le volume de 6,22% pour reculer à 1,81 million de tonnes.

Quant à l'orge, la hausse est générale : près de 576 044 tonnes ont été importées, soit une majoration de 45% par rapport aux cinq premiers mois de 2015, pour un montant de 104 millions

de dollars (+7,85% par rapport à la période de référence).

Ce phénomène de baisse de la facture d'importation contre une hausse des quantités s'explique par la chute des cours sur les marchés mondiaux de céréales. Effectivement, l'offre mondiale de ces denrées est aujourd'hui supérieure à la demande. C'est dire que ce n'est nullement la consommation ou les importations de l'Algérie en céréales qui ont rétréci, bien au contraire.

N. B.

## TLEMCEM

## Pré-lancement de la 4G

Lors d'une conférence de presse organisée à l'hôtel «Renaissance», sur les hauteurs de Tlemcen, le directeur général d'Ooredoo, M. Joseph Ged, a procédé au lancement pré-commercial de la 4G, en affirmant que «l'avènement de la 4G marque une étape très importante pour le secteur des télécommunications et de l'économie nationale et c'est dans cette optique qu'Ooredoo a mis en place d'importants moyens financiers et matériels pour moderniser et acquérir de nouveaux équipements, afin de rendre opérationnel la 4G.

Tlemcen est l'une des trois wilayas, avec Béchar et Tizi-Ouzou, ciblées par cette expérience pour le lancement de la téléphonie mobile de la 4<sup>e</sup> génération.

Une démonstration et des tests pratiques ont été effectués avec succès devant un parterre d'invités et de journalistes de la presse nationale, conviée à cet événement. Le très haut débit mobile, la vitesse de téléchargement et les nouvelles applications et autres services ont été mis en évidence par cette nouvelle offre technologique.

«Ooredoo est fin prête pour son lancement et n'attend que l'attribution des licences 4G», selon le directeur général d'Ooredoo, qui rappelle un historique du lancement de l'appel d'offres lancé par l'ARPT le 7 janvier 2016 et l'obtention d'Ooredoo de l'attribution provisoire de sa licence, en date du 23 mai 2016.

Après les tests, il y a des améliorations considérables en termes de services et d'applications qu'offre la 4G, notamment les m-commerce, m-payement, m-banking, du m-santé et du m-éducation. Les cadres de l'entreprise affichent un certain optimisme pour l'avenir de cette nouvelle technologie, qui sera d'un apport certain pour l'économie digitale et l'écosystème économique numérique en général.

Le DG d'Ooredoo a insisté sur le caractère économique en écartant tous risques de surcoût. Le passage de la 3G à la 4G se fera normalement et couvrira les 48 wilayas du pays dans un délai d'une année et... un jour, dira M. Joseph Ged, en conclusion.

M. Zenasni